



Assemblée générale

Distr. limitée
30 mars 2009
Français
Original: anglais

**Comité des utilisations pacifiques
de l'espace extra-atmosphérique**
Sous-Comité juridique
Quarante-huitième session
Vienne, 23 mars-3 avril 2009
Point 6 a) de l'ordre du jour
**Questions relatives à la définition et
à la délimitation de l'espace**

Projet de rapport du Président du Groupe de travail sur la définition et la délimitation de l'espace extra-atmosphérique

1. À sa 783^e séance, le 23 mars 2009, le Sous-Comité juridique du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique a convoqué de nouveau son Groupe de travail sur la définition et la délimitation de l'espace extra-atmosphérique sous la présidence de José Monserrat Filho (Brésil).
2. Le Président a appelé l'attention du Groupe de travail sur le fait que, conformément à la résolution 63/90 de l'Assemblée générale, le Groupe de travail a été convoqué de nouveau pour examiner uniquement les questions relatives à la définition et à la délimitation de l'espace.
3. Le Groupe de travail était saisi des documents suivants:
 - a) Note du Secrétariat intitulée "Questionnaire relatif aux problèmes juridiques pouvant se poser à propos des objets aérospatiaux: réponses des États Membres" (A/AC.105/635/Add.17);
 - b) Note du Secrétariat intitulée "Législation et pratique nationales concernant la définition et la délimitation de l'espace extra-atmosphérique" (A/AC.105/865/Add.4);
 - c) Note du Secrétariat intitulée "Questions relatives à la définition et à la délimitation de l'espace extra-atmosphérique: réponses des États Membres" (A/AC.105/889/Add.2 et 3);
 - d) Document de séance intitulé "Questions relatives à la définition et à la délimitation de l'espace extra-atmosphérique: réponses du Qatar et de l'Arabie saoudite" (A/AC.105/C.2/2009/CRP.11);



e) Document de séance intitulé “Législation et pratiques nationales concernant la définition et la délimitation de l’espace extra-atmosphérique: réponse du Mexique” (A/AC.105/C.2/2009/CRP.15).

4. De l’avis de quelques délégations, la délimitation de l’espace aiderait les États à éviter les problèmes que pourraient poser le développement rapide des techniques spatiales et l’intensification des activités des États et des entités privées dans les domaines de l’exploration et de l’utilisation de l’espace.

5. Le point de vue a été exprimé que l’absence de définition ou de délimitation de l’espace entraînait une insécurité juridique par rapport à l’applicabilité du droit de l’espace et du droit aérien et que les questions relatives à la souveraineté des États et à la limite entre l’espace aérien et l’espace extra-atmosphérique devaient être clarifiées afin de réduire les risques de différends entre États.

6. Le point de vue a été exprimé que, malgré l’absence de certaines définitions importantes en droit aérien international, les activités aéronautiques avaient continué de bien se développer.

7. Quelques délégations étaient d’avis que les États devaient continuer à opérer dans le cadre en vigueur, lequel avait bien fonctionné et que, à l’heure actuelle, essayer de définir ou de délimiter l’espace serait un exercice théorique qui risquerait de compliquer les activités en cours et qui ne serait peut-être pas propice à une anticipation des avancées technologiques futures.

8. Le point de vue a été exprimé qu’aucune définition ou délimitation de l’espace extra-atmosphérique n’était nécessaire à des fins pratiques et qu’il serait plus utile de déterminer le champ d’application du droit spatial international en analysant le but des missions spatiales.

9. Le point de vue a été exprimé qu’il importait de renforcer le droit spatial international, notamment en ce qui concerne la responsabilité et la supervision des activités spatiales et qu’une agence spatiale internationale spécialisée devait être créée à cette fin.

10. Le point de vue a été exprimé que la définition et la délimitation de l’espace renforceraient la sécurité et la confiance dans les activités spatiales.

11. Le point de vue a été exprimé que la définition et la délimitation de l’espace ne devraient pas conduire à une révision ou à une modification des traités des Nations Unies relatifs à l’espace, qui constituaient un fondement solide et efficace pour la réglementation des activités spatiales.

12. Quelques délégations étaient d’avis qu’il faudrait envisager sérieusement d’autres manières d’aborder la définition et la délimitation de l’espace extra-atmosphérique.

13. À l’issue des débats, le Groupe de travail a décidé:

a) De continuer à inviter les États membres du Comité à communiquer des informations sur leur législation nationale ou toutes pratiques nationales existantes ou en cours d’élaboration qui concerneraient directement ou indirectement la définition et la délimitation de l’espace extra-atmosphérique et de l’espace aérien, tenant compte du degré actuel et prévisible de développement des technologies spatiales et aéronautiques;

b) De continuer à poser aux gouvernements des États Membres, par l'intermédiaire du Secrétariat, les questions suivantes:

i) Votre Gouvernement considère-t-il qu'il est nécessaire de définir l'espace extra-atmosphérique et/ou de délimiter l'espace aérien et l'espace extra-atmosphérique, compte tenu du niveau actuel des activités spatiales et aéronautiques et des avancées techniques dans ces domaines? Veuillez motiver votre réponse; ou

ii) Votre Gouvernement réfléchit-il à une autre manière de résoudre cette question? Veuillez motiver votre réponse.

14. Le Groupe de travail a pris note de la proposition du Président que le colloque qui sera organisé par l'Institut international de droit spatial et le Centre européen de droit spatial dans le cadre de la quarante-neuvième session du Sous-Comité, en 2010, ait trait à la question de la définition et de la délimitation de l'espace extra-atmosphérique.

15. Quelques délégations ont estimé que la question de la définition et de la délimitation de l'espace extra-atmosphérique demeurerait un sujet actuel et important que le Groupe de travail devrait continuer à examiner.
